ASCENZI (Anna), Roberto SANI (Roberto), *Tra disciplinamento sociale ed educazione alla cittadinanza. L'insegnamento dei Diritti e Doveri nelle scuola dell'Italia unita (1861-1900)*

Macerata, eum, 2016, 171 p.

Mariella Colin

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3093>

DOI : 10.4000/histoire-education.3093

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2015

Pagination : 123-124

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Mariella Colin, « ASCENZI (Anna), Roberto SANI (Roberto), *Tra disciplinamento sociale ed educazione alla cittadinanza. L'insegnamento dei Diritti e Doveri nelle scuola dell'Italia unita (1861-1900)* », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 144 | 2015, mis en ligne le 31 décembre 2015, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3093> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3093>

Ce document a été généré automatiquement le 20 mai 2021.

© Tous droits réservés

ASCENZI (Anna), Roberto SANI
(Roberto), *Tra disciplinamento sociale
ed educazione alla cittadinanza.
L'insegnamento dei Diritti e Doveri nelle
scuola dell'Italia unita (1861-1900)*

Macerata, eum, 2016, 171 p.

Mariella Colin

RÉFÉRENCE

ASCENZI (Anna), Roberto SANI (Roberto), *Tra disciplinamento sociale ed educazione alla cittadinanza. L'insegnamento dei Diritti e Doveri nelle scuola dell'Italia unita (1861-1900)*, Macerata, eum, 2016, 171 p.

- 1 Anna Ascenzi et Roberto Sani consacrent un ouvrage à un sujet peu exploré dans l'histoire de l'école italienne : celui des « Droits et devoirs du citoyen » (l'équivalent de l'éducation civique en France). Cet enseignement, qui devait être délivré aux jeunes générations de l'Italie unifiée, avait pour fonction de faire de l'école le lieu et l'instrument privilégiés de la construction de la communauté nationale. Comme l'explique l'introduction, son enjeu n'était pas seulement didactique mais aussi idéologique et politique, car, tout en servant de base à la formation de la conscience citoyenne dans l'État nouvellement constitué, il était utilisé avec des objectifs différents selon les classes sociales.
- 2 Avant de détailler les programmes et les modalités de mise en œuvre de cette discipline, les deux auteurs commencent par mettre en évidence ces enjeux de classe, en soulignant qu'il n'était pas assuré dans tous les degrés de l'instruction publique, mais seulement à l'école primaire (l'école du peuple) et dans les écoles secondaires

inférieures : les « écoles techniques » (écoles post-élémentaires à vocation professionnelle) et les écoles normales. Au lycée, établissement réservé de fait aux enfants des classes supérieures qui personnalisaient la nation et revendiquaient leur appartenance de droit, les élèves en étaient dispensés ; à la place, l'ensemble des disciplines de la filière secondaire longue, la plus prestigieuse, était censé pourvoir naturellement à la formation de la conscience civique des élites. Dans la filière courte en revanche, fréquentée par la petite bourgeoisie et les couches ouvrières les plus qualifiées, il fallait éduquer convenablement la « classe moyenne », pour qu'elle puisse servir d'intermédiaire entre la classe dirigeante et les masses populaires. À l'« école technique », l'éducation civique devait former du personnel respectueux des lois et soucieux du bien commun pour le commerce et l'industrie, tandis que dans les écoles normales, des maîtres et des maîtresses devaient assimiler les valeurs de l'État libéral et les fondements de la constitution pour les transmettre à leurs élèves.

- 3 De l'Unité (1861) à la fin du XIX^e siècle, les programmes se différencient peu entre les cycles, se préoccupant avant tout d'enseigner aux élèves « les devoirs de l'homme et du citoyen en relation avec le Statut fondamental du Royaume », en adaptant les notions et les concepts à l'âge des enfants (en réalité, beaucoup de devoirs et peu de droits, car les droits du citoyen inscrits dans le Statut n'étaient garantis dans la pratique que pour les couches sociales supérieures). L'évolution de ces programmes se fait en dents de scie, en lien avec les tendances politiques des gouvernements successifs, tour à tour conservateurs, progressistes et réactionnaires ; ils prennent une plus grande importance lorsque la Gauche, en 1882, fait approuver une réforme électorale qui fonde le droit de vote non plus sur le critère du cens, mais sur l'alphabétisation, et élargit le corps électoral de 2,2 % à 6,9 % de la population, en l'accordant à tous les hommes en possession de la licence élémentaire inférieure. En revanche, l'éducation civique décline sous les gouvernements de plus en plus conservateurs de la fin du siècle.
- 4 Le volume est complété par un riche appareil d'annexes (qui occupe la moitié du volume) : les textes complets de tous les programmes didactiques pour les écoles primaires, techniques et normales, de 1860 à 1895, sont suivis d'un répertoire de tous les manuels de « Droits et devoirs du citoyen » recensés entre 1861 et 1900. Ainsi composé, l'ouvrage d'Anna Ascenzi et Roberto Sani pourra être utile tant aux étudiants qu'aux chercheurs.